



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, René REVOL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien à l'action du Docteur Denis MUKWEGE, prix Nobel de la Paix - Convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la Faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier est au cœur de la relation d'avenir entre la France et l'Afrique. L'accueil du Sommet Afrique France, le 8 octobre 2021, s'affirme comme le point de départ de nouvelles relations fondées sur le renforcement des coopérations économiques, sur la recherche et l'enseignement, sur le soutien aux industries culturelles et créatives ou encore sur le développement du sport. Autant de domaines dans lesquels excellent le territoire de Montpellier, ses acteurs économiques, institutionnels et associatifs.

La densité des partenariats et des échanges avec le bassin méditerranéen, et plus globalement l'ensemble de l'Afrique, est très ancienne. Aujourd'hui, cela s'illustre par la présence à Montpellier, aux côtés de l'université, d'institutions françaises et internationales de recherche et d'enseignement particulièrement orientées sur des partenariats avec le sud de la Méditerranée (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (CGIAR), Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (Ciheam)...). Si les liens sont forts et anciens, ils se traduisent aujourd'hui par de nombreuses collaborations en matière de recherche, d'innovation et de formation et une grande diversité dans les activités académiques mises en œuvre pour relever les défis liés à l'environnement, l'alimentation et la santé.

Présent à Montpellier dans le cadre du Nouveau Sommet Afrique France, le docteur Denis MUKWEGE s'est vu remettre le titre de Docteur Honoris Causa par l'Université de Montpellier. Surnommé « *l'homme qui répare les femmes* », il a reçu de nombreuses distinctions pour son engagement contre les mutilations génitales pratiquées sur les femmes en République Démocratique du Congo, dont le prix Sakharov en 2014 et le Prix Nobel de la paix en 2018. Il a fondé l'hôpital de Panzi, en 1999, en tant que clinique de soins gynécologiques et obstétriques, et s'attendait à travailler sur les questions de santé maternelle. Depuis l'ouverture de cet hôpital, le Dr MUKWEGE et son équipe ont aidé à soigner plus de 50 000 survivantes de violences sexuelles. L'hôpital ne se contente pas de traiter les survivants souffrant de blessures physiques, mais fournit également des services juridiques et psychosociaux. Même les patients qui n'ont pas les moyens de payer des soins médicaux après un viol sont traités gratuitement à l'hôpital Panzi. Le Dr MUKWEGE n'a pas peur de s'efforcer de renforcer la protection des femmes et de plaider pour que les responsables de violences sexuelles soient traduits en justice.

Considérant ce contexte et ces premiers échanges, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général Panzi, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la Région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de médecine de Montpellier-Nîmes souhaitent établir une convention cadre de coopération internationale pour la mise en place d'actions communes afin d'améliorer l'accès aux services essentiels des patients de l'Hôpital Général Panzi ; l'amélioration des conditions de vie des populations du village d'insertion des femmes d'une part, et renforcer les liens et les échanges entre les populations, et favoriser une meilleure connaissance de l'action de cet homme et cette structure hors du commun, d'autre part.

La présente convention sera signée pour une durée de 5 ans. Elle s'inscrira dans la cadre des relations ancestrales entre l'Afrique et Montpellier, dans un contexte où Montpellier est considéré comme un des berceaux mondiaux de la Médecine. Elle aura pour objectif de déterminer les conditions générales de la

coopération entre les parties ainsi que d'en définir les objectifs et les principes d'application et de développement.

Montpellier Méditerranée Métropole réalisera des actions dans le cadre de la loi OUDIN-SANTINI en favorisant l'accès des populations de la République Démocratique du Congo à l'eau potable et aux services d'assainissement. De nouvelles actions pourront également être envisagées dans le domaine de l'agroécologie et du changement climatique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De soutenir les actions du docteur Denis MUKWEGE, Prix Nobel de la Paix ;
- D'autoriser la signature de la convention cadre de coopération internationale entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Hôpital Général de Panzi, le CHU de Montpellier, le CHU de Nîmes, la Régie des Eaux de la région Occitanie, l'Université de Montpellier et la faculté de Médecine de Montpellier-Nîmes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190693-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PANZI-Convention_Panzi version 130622

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.